

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 4^e TRIMESTRE 2014

Ralentissement de l'activité et stabilisation de l'emploi

Au 4^e trimestre 2014, l'activité économique a ralenti (+0,1 %) en France après la sortie de récession au trimestre précédent. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand non agricole s'est stabilisé (-1300 postes), la hausse de l'emploi intérimaire (+24 100) compensant la poursuite du recul dans l'industrie (-10 400) et la construction (-17 700), tandis que le tertiaire marchand hors intérim enregistre un léger rebond (+2 700). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a augmenté de 13 000 après une hausse de 2 000 au trimestre précédent. Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie s'est redressé au 4^e trimestre 2014: +25 000 après -41 000 postes au 3^e trimestre 2014.

Le taux de chômage au sens du BIT a poursuivi sa hausse et atteint 10,0 % de la population active au 4^e trimestre 2014 en France métropolitaine.

Pôle emploi compte également 79 000 inscrits supplémentaires par rapport au trimestre précédent: leur nombre augmente de 59 000 pour la catégorie A (après +47 000 au 3^e trimestre 2014) et de 91 000 pour les catégories A, B, C (après +84 000), tandis qu'il diminue dans les catégories D et E (-11 000).

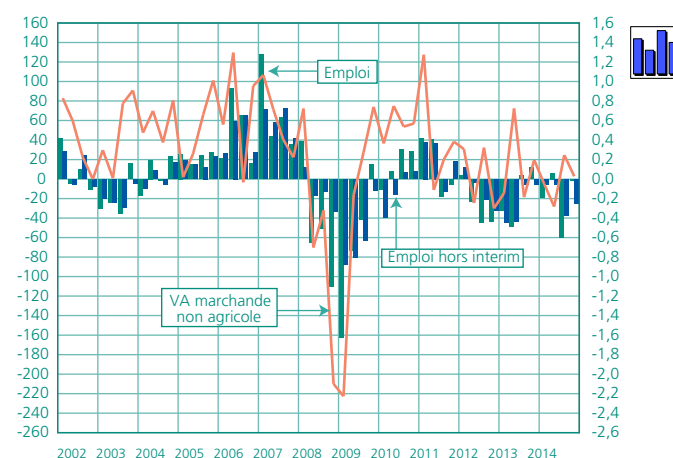
Dans la zone euro, l'activité accélère au 4^e trimestre (+0,3 % après +0,2 %). Le taux de chômage au sens du BIT se stabilise à 11,4 % de la population active (-0,1 point par rapport au 3^e trimestre).

Légère progression de l'activité en France au 4^e trimestre 2014

Au 4^e trimestre 2014, l'activité économique croît légèrement en France (+0,1 % après +0,3 % au 3^e trimestre) [1]. Sur 2014, la croissance du PIB en moyenne annuelle est de 0,4 %; l'acquis de croissance pour 2015 s'élève à 0,2 %.

La production de biens et services augmente de 0,1 % au 4^e trimestre (après +0,5 % au trimestre précédent). La production manufacturière se replie légèrement

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Champ : France métropolitaine (emploi) ; France entière (valeur ajoutée).

Sources : Dares, Insee.

(-0,1 %) après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent. Cette contraction s'explique par le repli de la production agro-alimentaire (-0,7 %) et celle de matériels de transport (-2,8 %). La production des branches non industrielles augmente quant à elle de 0,3 % (après +0,4 %). Cette hausse est portée par l'ensemble des branches, à l'exception notable de la construction (-0,8 % après -1,0 %). Il s'agit du sixième trimestre consécutif de baisse pour ce secteur.

Au 4^e trimestre 2014, la demande intérieure finale hors stocks contribue positivement à la croissance du PIB, à hauteur de 0,1 point après +0,2 point au trimestre précédent. Les dépenses de consommation des ménages progressent modérément (+0,2 % après +0,3 %), portées par la hausse des dépenses en biens manufacturés (+0,6 % après +0,2 %) et en services (+0,3 % après +0,2 %). Dans le détail, les ménages réduisent cependant leurs dépenses en construction (-0,4 %

après -0,1 %) et surtout en énergie (-3,7 % après +1,6 %). À l'inverse, l'investissement baisse pour le quatrième trimestre consécutif (-0,5 % après -0,6 %) : cette diminution se retrouve aussi bien pour l'investissement des entreprises non financières (-0,2 % après +0,0 %) que celui des ménages et des administrations publiques (respectivement -1,5 % après -1,6 % et -0,1 % après -1,7 %). Les exportations accélèrent fortement ce trimestre (+2,5 % après +1,0 %) alors que la croissance des importations est moins forte (+1,7 % comme au trimestre précédent). Le commerce extérieur a ainsi soutenu l'activité économique, en contribuant pour +0,2 point à la croissance après -0,2 point au trimestre précédent. Les stocks des entreprises ont quant à eux contribué négativement à la croissance ce trimestre, à hauteur de -0,2 point après +0,4 point.

Tableau 1 • De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Données CVS, en fin de trimestre	2014	2013				2014				2013	2014
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers									Évolution sur un an, en %
Secteurs marchands	15 813	-32	-49	3	12	-19	6	-60	-1	-0,4	-0,5
Dont : industrie	3 141	-12	-21	-13	-11	-6	-10	-12	-10	-1,8	-1,2
construction	1 346	-11	-5	-5	-5	-5	-11	-16	-18	-1,8	-3,5
tertiaire.....	11 326	-10	-23	22	27	-8	27	-33	27	0,1	0,1
Dont intérim.....	542	13	-6	9	17	-13	12	-22	24	6,4	0,1
Autres (1).....	10 605	12	20	19	67	19	21	19	26	1,1	0,8
Dont : non-marchand aidé (2)	323	8	12	12	39	20	13	2	13	34,8	17,3
non-marchand privé (3)	1 992	-1	5	2	18	-3	3	5	9	1,2	0,7
Emploi total	26 419	-20	-28	23	78	0	27	-41	25	0,2	0,0
Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels.....	17 805	-34	-44	5	30	-22	9	-55	7	-0,2	-0,3

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.

(2) Contrats uniques d'insertion (CUI), contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), emplois d'avenir (EA).

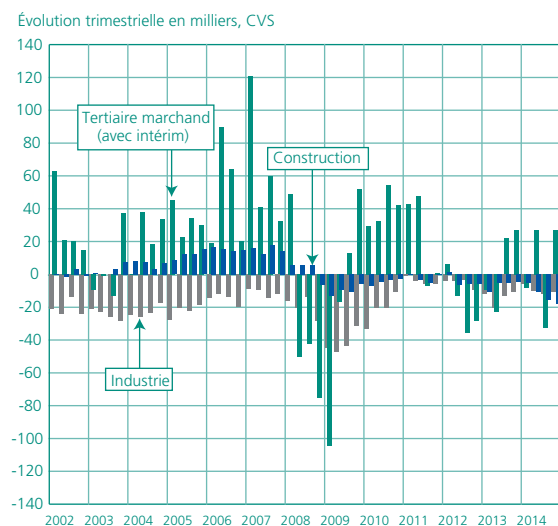
(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).

Champ : France métropolitaine.



Sources : Dares, Insee.

Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité

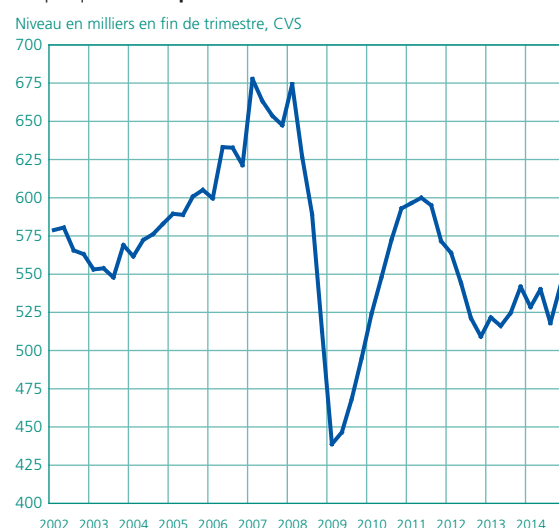


L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non ventilé par secteurs utilisateurs.

Champ : France métropolitaine.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Champ : France métropolitaine.

Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.



Tableau 2 • Évolution des salaires de base et du salaire moyen par tête, en valeur nominale, et des prix à la consommation

	2013				2014				2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4
	Évolution sur un trimestre, en %									Évolution sur un an, en %
Salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE)	0,7	0,4	0,2	0,2	0,7	0,3	0,2	0,2	1,6	1,4
Salaire mensuel de base (SMB) (1)	0,7	0,4	0,2	0,2	0,6	0,4	0,2	0,1	1,6	1,4
Salaire moyen par tête (SMPT) (2)	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	1,7	1,5
Prix à la consommation (3)	0,5	0,1	-0,1	0,2	0,4	-0,1	-0,3	-0,1	0,6	0,0
Prix à la consommation du 1 ^{er} quintile du niveau de vie (4)	0,4	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,0	-0,3	0,0	0,6	-0,1

(1) Données brutes, fin de trimestre, établissements des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.

(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).

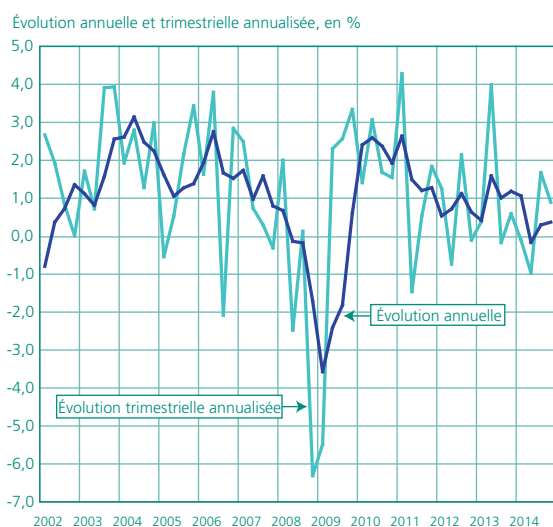
(4) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour les ménages appartenant au 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).

Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (SMPT, prix).



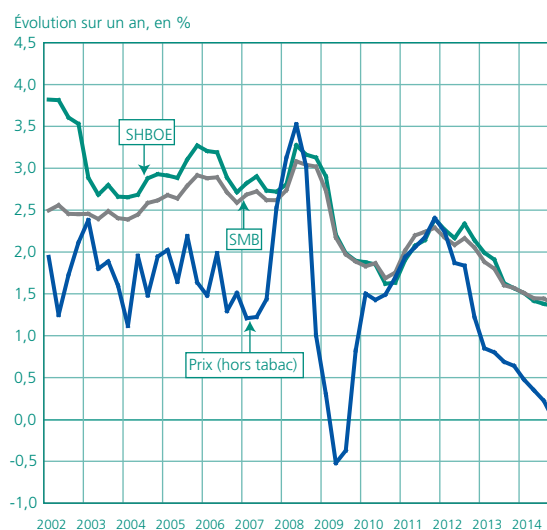
Sources : Dares, Insee.

Graphique 4 • Productivité par tête



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles, France métropolitaine (estimation Dares).

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.

Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (prix).



Sources : Dares, Insee.

Stabilisation de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles

Au 4^e trimestre 2014, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) s'est réduit de 1 300 postes (-0,0 %), après avoir baissé de 59 900 postes au 3^e trimestre 2014 (graphique 1, tableau 1 ; [2]). Sur l'ensemble de l'année 2014, l'emploi SMNA s'est contracté de 74 000 postes (-0,5 %).

Cette quasi-stabilité de l'emploi salarié SMNA au 4^e trimestre résulte cependant d'évolutions très différenciées selon les secteurs : l'emploi continue de diminuer dans l'industrie (-10 400) et dans la construction (-17 700, le plus fort recul trimestriel depuis 1992), tandis qu'il se redresse légèrement dans le secteur tertiaire marchand hors intérim (+2 700) et rebondit fortement dans l'intérim (+24 100), (graphiques 2 et 3 ; [3]).

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans les secteurs non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a augmenté au 4^e trimestre 2014. On

compte +13 000 bénéficiaires, après une hausse de 2 000 au trimestre précédent. Parallèlement, l'emploi de droit privé dans le secteur non marchand continue de progresser, avec 9 000 postes supplémentaires après +5 000 au trimestre précédent.

On estime ainsi que l'emploi total a augmenté de 25 000 postes au 4^e trimestre 2014, après une baisse de 41 000 postes au 3^e trimestre. Sur un an, entre décembre 2013 et décembre 2014, l'emploi total a augmenté de 11 000 postes (+0,0 %) après une hausse de 52 000 (+0,2 %) entre décembre 2012 et décembre 2013.

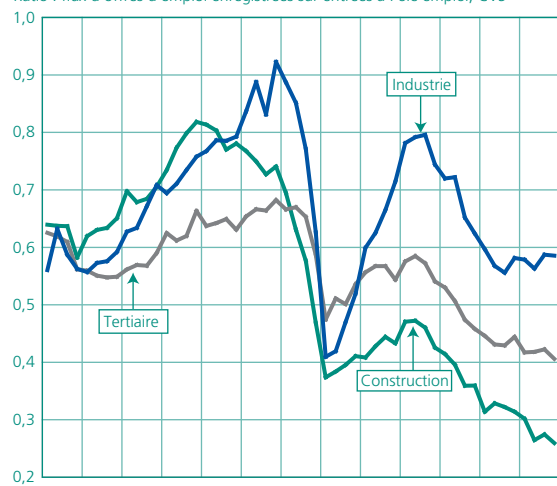
Progression des salaires de base exprimés en termes réels au 4^e trimestre 2014

Au 4^e trimestre 2014, la productivité par tête dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles a progressé de 0,2 %, la faible progression de l'activité (+0,1 %) s'étant accompagnée d'une stabilité de l'emploi salarié (1) (graphique 4). En

(1) La valeur ajoutée du secteur marchand non agricole étant évaluée en moyenne sur le trimestre, son évolution est comparée à celle de l'emploi en moyenne trimestrielle.

Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail

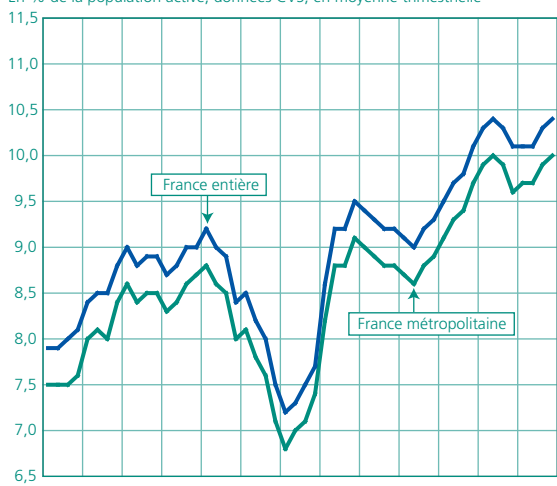
Ratio : flux d'offres d'emploi enregistrées sur entrées à Pôle emploi, CVS



2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014
Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Champ : France métropolitaine.
Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT en France

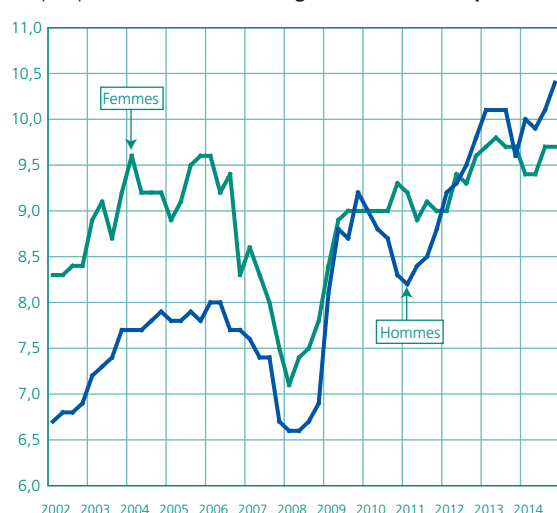
En % de la population active, données CVS, en moyenne trimestrielle



2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014
Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/-0,3 point à partir du 3^e trimestre 2010.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, enquête Emploi.

Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe



2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014
Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

glissement annuel, la productivité par tête ralentit à +0,4 % au 4^e trimestre 2014 après +1,2 % un an auparavant.

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) a augmenté de 0,2 % et le salaire mensuel de base (SMB) de 0,1 % en données brutes au 4^e trimestre 2014, après une hausse de 0,2 % pour ces deux indicateurs au trimestre précédent [4]. Entre décembre 2013 et décembre 2014, les hausses du SHBOE et du SMB se sont établies toutes deux à 1,4 % (tableau 2, graphique 5) après +1,6 % entre décembre 2012 et décembre 2013.

En parallèle, les prix à la consommation hors tabac (données brutes) ont à nouveau reculé de 0,1 % au 4^e trimestre 2014, après -0,3 % le trimestre précédent. Une fois prise en compte l'évolution des prix, le SHBOE et le SMB en euros constants (2) ont progressé tous les deux de 0,2 %, après +0,5 % au 3^e trimestre 2014. En rythme annuel, la progression du SHBOE et du SMB exprimée en termes réels est de 1,4 % de décembre 2013 à décembre 2014, après +0,9 % un an auparavant. Le ralentissement des salaires a été accompagné par un ralentissement plus marqué de l'inflation, entraînant une accélération du pouvoir d'achat des indices de salaire de base : l'indice des prix hors tabac a été stable de décembre 2013 à décembre 2014 après +0,6 % un an auparavant.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a augmenté de 0,3 % au 4^e trimestre 2014 comme au trimestre précédent. Entre le 4^e trimestre 2013 et le 4^e trimestre 2014, le SMPT a progressé de 1,5 % après une hausse de 1,7 % un an auparavant. En termes réels (3), la hausse s'est établie à 1,3 % en glissement annuel au 4^e trimestre 2014, après une évolution de +1,1 % un an auparavant.

Au 4^e trimestre 2014, les indicateurs de tension (4) dans la construction et le tertiaire ont légèrement diminué ; ils sont restés stables dans l'industrie (graphique 6 ; [5]). Ils demeurent sensiblement en-deçà de leurs moyennes de longue période, de 25 % dans le tertiaire, 15 % dans l'industrie et 47 % dans le domaine du bâtiment et des travaux publics.

Hausse des bénéficiaires d'emplois aidés

Au 4^e trimestre 2014, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation augmente de 23 000 (données corrigées des variations saisonnières). La hausse s'observe à la fois dans le secteur marchand et dans le secteur non marchand (tableau 3).



(2) La variation en valeur réelle des salaires est mesurée en déflétant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, leur glissement annuel est rapporté à celui de l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPChT).

(3) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, son évolution annuelle est rapportée à celle de la moyenne trimestrielle de l'IPChT. Entre le 4^e trimestre 2013 et le 4^e trimestre 2014, l'IPChT en moyenne trimestrielle a augmenté de 0,2 %, et de 0,6 % entre le 4^e trimestre 2012 et le 4^e trimestre 2013.

(4) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux entrées à Pôle emploi sur la même période.



Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi



Entrées, données brutes en fin de trimestre	2014	2013				2014				2013	2014
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4
	Niveau d'entrées en milliers	Entrées trimestrielles, en milliers									Évolution sur un an, en %
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	722	130	104	212	282	132	101	215	274	-0,3	-2,7
Dont : abaissement de coûts salariaux.....	77	15	17	19	22	23	16	17	21	NS	-5,7
contrat unique d'insertion (CUI-CIE) ..	48	12	13	12	14	15	9	10	14	38,3	2,5
emploi d'avenir	20	0	2	5	6	6	5	5	5	NS	-22,1
exonérations zonées (ZRR, ZRU, ZFU)	9	3	2	2	3	2	2	2	2	-13,0	-9,2
formations en alternance.....	434	54	32	144	209	48	30	151	205	-4,2	-1,9
aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	182	54	48	43	43	54	47	40	40	-2,9	-5,4
Emplois aidés dans le secteur non marchand	379	103	94	120	111	87	80	111	100	22,0	-9,5
Dont : contrat unique d'insertion (CUI-CAE) ...	276	94	80	100	95	73	67	73	63	5,7	-33,8 (2)
emploi d'avenir (hors professeur)	60	8	14	20	16	14	13	18	15	NS	-7,8
CDDI en ateliers et chantiers d'insertion	42	-	-	-	-	-	-	20	23	-	NS
Formation des demandeurs d'emploi.....	772	189	145	189	186	206	161	209	196	-5,8	5,2
Ensemble (3)	1 872	422	343	521	579	425	341	535	571	1,3	-1,4

Effectifs de bénéficiaires, données CVS en fin de trimestre	2014	2013				2014				2013	2014
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers									Évolution sur un an, en %
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	936	-20	-5	7	2	-1	-16	-17	14	-1,7	-2,1
Dont : abaissement de coûts salariaux.....	102	-3	3	3	6	6	-2	-2	2	10,7	4,1
contrat unique d'insertion (CUI-CIE) ..	30	-1	3	1	3	3	-3	-2	2	21,7	-2,7
emploi d'avenir	22	0	2	4	5	4	3	2	2	NS	NS
exonérations zonées (ZRR, ZRU, ZFU)	49	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-11,6	-11,5
formations en alternance.....	571	-14	-5	6	-1	-7	-14	-11	15	-2,4	-2,9
aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	198	-3	-2	-2	-2	1	-1	-3	-3	-4,6	-3,3
Emplois aidés dans le secteur non marchand	323	8	12	12	39	20	13	2	13	34,8	17,3
Dont : contrat unique d'insertion (CUI-CAE)....	201	0	-1	-7	25	10	6	-23	-13	8,7	-9,1 (2)
emploi d'avenir (hors professeur).....	83	8	13	18	14	10	7	7	5	NS	NS
CDDI en ateliers et chantiers d'insertion	39	-	-	-	-	-	-	19	21	-	NS
Formation des demandeurs d'emploi.....	372	-12	4	13	0	4	7	-7	-4	1,3	0,1
Ensemble (3)	1 631	-24	11	31	42	23	4	-22	23	3,9	1,7

NS : non significatif.

(1) Y compris insertion par l'activité économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) La baisse du nombre de CUI-CAE résulte pour partie de la création des CDDI dans les chantiers d'insertion.

(3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale.

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés augmente de 13 000, poursuivant la croissance amorcée début 2013 avec la mise en place des emplois d'avenir. Du fait de l'entrée en vigueur de la réforme du financement de l'insertion par l'activité économique (IAE) au 1^{er} juillet 2014, les embauches dans les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) se font désormais sous forme de CDD d'insertion (CDDI) (5) et non plus de contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE). La baisse du nombre de bénéficiaires de CUI-CAE qui en résulte est donc compensée par l'augmentation des salariés en CDDI (+21 000 ce trimestre). À champ constant, c'est-à-dire hors salariés en CUI-CAE dans les ACI, le nombre de bénéficiaires de CUI-CAE augmente légèrement au 4^e trimestre. Fin 2014, 323 000 salariés bénéficiaient d'un emploi aidé dans le secteur non marchand.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emploi aidé repart à la hausse ce trimestre (+14 000), après un début d'année 2014 en baisse. Porté par de fortes entrées en septembre 2014, le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance augmente, après une année de baisse. Il reste néanmoins inférieur de 3 % par rapport à son niveau de fin 2013. Le nombre de personnes en contrat unique d'insertion-contrat d'insertion dans l'emploi (CUI-CIE) et en emploi d'avenir

augmente légèrement en fin d'année. Fin 2014, 936 000 personnes bénéficiaient d'un emploi aidé dans le secteur marchand.

Légère augmentation du taux de chômage au sens du BIT

Selon les estimations de l'Insee s'appuyant sur les données issues de l'enquête Emploi [6], en France (y compris Dom), 10,4 % de la population active étaient au chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) en moyenne sur le 4^e trimestre 2014 (6). En France métropolitaine, le taux de chômage s'est établi à 10,0 %, en hausse de 0,1 point par rapport au 3^e trimestre 2014 (tableau 4, graphique 7). Sur le trimestre, le nombre de chômeurs a progressé de 36 000 en France métropolitaine, pour atteindre 2 877 000.

Par rapport au 3^e trimestre 2014, en France métropolitaine, le taux de chômage des hommes a augmenté de 0,3 point, à 10,4 %, tandis que celui des femmes s'est stabilisé à 9,7 % (graphique 8). Le taux de chômage des moins de 25 ans se maintient à 23,7 %, après une hausse sensible le trimestre précédent. Le taux de chômage des seniors se stabilise à 6,8 %, tandis que celui de la classe d'âge intermédiaire croît de 0,2 point, à 9,5 %.

(5) Ces contrats (CDDI) sont des CDD conclus en application de l'article L1242-3 du code du travail et s'adressent aux personnes en difficulté. Le CDDI est signé pour une durée minimale de 4 mois et renouvelable, dans la limite d'une durée totale de 24 mois.

(6) Ces résultats tiennent compte de la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi de l'Insee intervenue début 2013. Les séries longues ont été « rétropolées » pour être cohérentes avec le nouveau questionnaire [6].

Sur un an, du 4^e trimestre 2013 au 4^e trimestre 2014, le taux de chômage augmente de 0,4 point en France métropolitaine (+0,8 point pour les hommes, stabilité pour les femmes); on dénombre, au 4^e trimestre 2014, 124 000 chômeurs de plus qu'un an auparavant.

Poursuite de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

À la fin du 4^e trimestre 2014, 5 878 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), soit une hausse de 79 000 par rapport au 3^e trimestre 2014 et de 312 000 par rapport au 4^e trimestre 2013 (tableau 5; [7]).

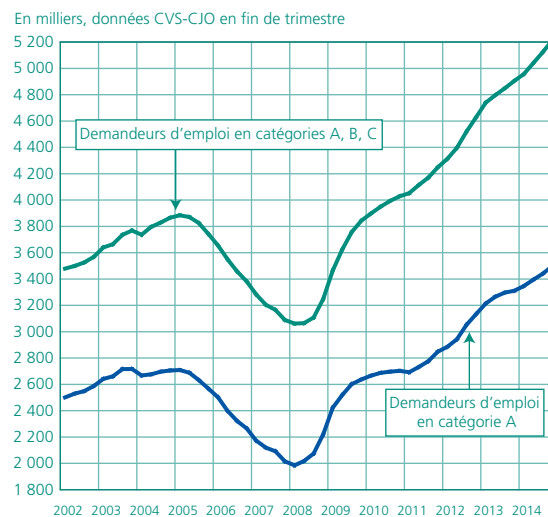
Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C) a poursuivi sa hausse au 4^e trimestre 2014, à un rythme un peu plus soutenu que le trimestre précédent (+91 000, après des hausses de 84 000 et 85 000 les deux trimestres précédents) pour atteindre 5 216 000 personnes fin décembre 2014 (graphique 9). Parmi eux, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi (catégorie A) (7) augmente de 59 000 au 4^e trimestre 2014 (après des hausses de 47 000 et 49 000). Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C) progresse de 32 000 (après des hausses de 37 000 et 36 000). Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures, catégorie C).

Sur un an, entre le 4^e trimestre 2013 et le 4^e trimestre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a augmenté de 311 000, après +278 000 un an auparavant. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'est accru de 189 000 sur un an, après +179 000 sur l'année précédente.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C s'est poursuivie au 4^e trimestre 2014: +53 000 sur le trimestre et +197 000 sur un an. La part d'inscrits depuis un an ou plus parmi les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a atteint 43,2 % à la fin du 4^e trimestre 2014; sur un an, cette part a augmenté de 1,3 point.

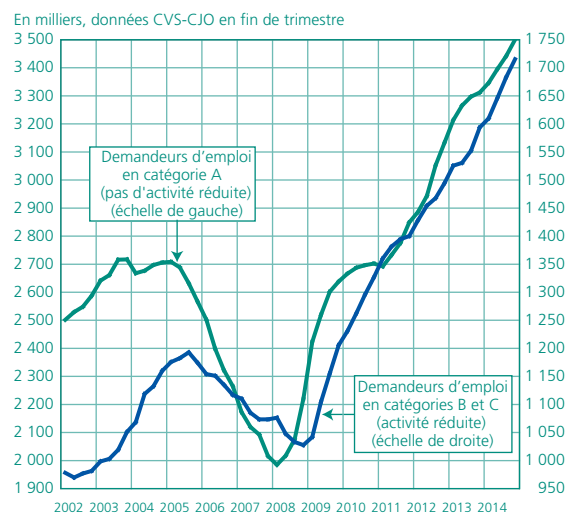
La légère accélération de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C ce trimestre a résulté de la plus forte augmentation des entrées par rapport aux sorties (+14 000 entrées cumulées et +8 000 sorties cumulées) (8), (graphique 11). Cette augmentation des entrées et des sorties au 4^e trimestre 2014 fait suite à des

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois par catégorie



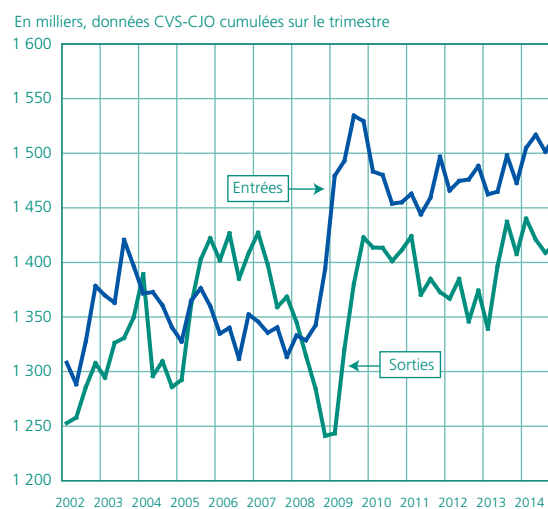
Champ : France métropolitaine.

Graphique 10 • Demandeurs d'emploi et activité réduite



Champ : France métropolitaine.

Graphique 11 • Entrées et sorties* des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C



* Il s'agit des entrées et sorties sur les listes cumulées sur le trimestre, pour les seules catégories A, B et C, et non des individus entrés ou sortis de catégories A, B, C pendant le trimestre (un individu pouvant en effet entrer et sortir plusieurs fois au cours du trimestre); les changements de catégorie entre A, B et C ne sont pas comptabilisés.

Champ : France métropolitaine.



(7) Les demandeurs d'emploi en catégorie A et les chômeurs au sens du BIT ne se recoupent que partiellement : un chômeur au sens du BIT peut ne pas être en catégorie A, et inversement (voir encadré 5 de [10]).

Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

(8) Les flux d'entrées et de sorties sont mesurés pour l'ensemble des catégories A, B, C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi sur une période donnée est égale au solde des entrées et des sorties sur cette période plus un résidu comptable, dit « défaut de bouclage ». Deux facteurs expliquent actuellement ce défaut de bouclage : les flux connus avec un retard important ne sont pas pris en compte dans les entrées et les sorties, mais sont bien pris en compte dans les effectifs, et quelques changements d'agence locale pour l'emploi (principalement suite à un déménagement du demandeur d'emploi) donnent lieu à une entrée, mais pas à une sortie.

Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).



Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Tableau 4 • Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle	2014	2013				2014				2013	2014
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4 (p)	T4	T4 (p)
	Nombre de chômeurs, en milliers	Taux de chômage, en %								Évolution du taux de chômage sur un an, en point de %	
Hommes	1 542	10,1	10,1	10,1	9,6	10,0	9,9	10,1	10,4	-0,2	0,8
Moins de 25 ans	367	24,9	23,8	23,6	22,4	23,0	23,8	24,5	25,3	-3,2	2,9
De 25 à 49 ans.....	879	9,1	9,3	9,3	9,1	9,4	9,1	9,4	9,4	0,5	0,3
50 ans ou plus	297	6,7	6,8	7,0	6,3	6,6	6,7	6,7	7,2	-0,3	0,9
Femmes	1 334	9,7	9,8	9,7	9,7	9,4	9,4	9,7	9,7	0,1	0,0
Moins de 25 ans	263	24,6	24,9	24,3	23,1	22,5	21,2	22,8	21,8	-2,0	-1,3
De 25 à 49 ans.....	819	9,1	9,1	9,0	9,2	8,7	9,2	9,2	9,5	0,3	0,3
50 ans ou plus	252	6,2	6,3	6,5	6,5	6,7	6,3	6,8	6,4	0,5	-0,1
Ensemble	2 877	9,9	10,0	9,9	9,6	9,7	9,7	9,9	10,0	-0,1	0,4
Moins de 25 ans	630	24,8	24,3	23,9	22,7	22,8	22,6	23,7	23,7	-2,6	1,0
De 25 à 49 ans.....	1 697	9,1	9,2	9,2	9,1	9,1	9,1	9,3	9,5	0,3	0,4
50 ans ou plus	549	6,4	6,6	6,8	6,4	6,6	6,5	6,8	6,8	0,1	0,4
	Nombre de chômeurs, en milliers	Évolution du nombre de chômeurs sur un trimestre, en milliers								Évolution du nombre de chômeurs sur un an, en %	
Nombre de chômeurs au sens du BIT ..	2 877	45	27	-6	-88	17	-8	79	36	-0,8	4,5

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données CVS-CJO, en fin de trimestre	2014	2013				2014				2013	2014
	T5	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
Catégories A, B, C, D, E	5 878	102	65	70	85	59	90	84	79	6,1	5,6
Catégories A, B, C.....	5 216	111	57	53	56	51	85	84	91	6,0	6,3
Catégorie A (tenus de rechercher un emploi).....	3 501	80	52	32	15	35	49	47	59	5,7	5,7
Catégories B, C (exerçant une activité réduite).....	1 715	31	5	22	41	16	36	37	32	6,6	7,6
Catégorie B (activité réduite courte).....	678	19	-7	8	9	8	7	13	3	4,7	4,8
Catégorie C (activité réduite longue).....	1 038	12	12	14	32	8	29	24	29	8,0	9,6
Catégorie D (non tenus de rechercher un emploi, sans emploi).....	280	-5	7	7	6	-3	2	2	0	5,9	0,4
Catégorie E (non tenus de rechercher un emploi, en emploi).....	382	-5	1	10	22	10	3	-2	-11	7,8	0,0
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C de longue durée	2 252	75	59	48	55	41	49	54	53	13,0	9,6
1 à 2 ans d'ancienneté en catégories A, B, C	1 038	37	22	11	11	1	8	14	13	8,7	3,5
2 à 3 ans d'ancienneté en catégories A, B, C	509	17	14	16	20	15	15	9	10	17,0	10,6
3 ans ou plus d'ancienneté en catégories A, B, C.....	705	22	22	21	25	25	26	31	31	17,9	19,0

Voir [7] pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Champ : France métropolitaine.

diminutions le trimestre précédent (-15 000 pour les entrées et -12 000 pour les sorties).

Poursuite du redressement dans la zone euro au 4^e trimestre 2014

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité de la zone euro accélère à 0,3 % au 4^e trimestre 2014 (après +0,2 % au 3^e trimestre 2014) [8]. Elle augmente de 0,9 % sur un an, après une hausse de 0,8 % le trimestre précédent. L'Allemagne et l'Espagne connaissent une croissance dynamique au 4^e trimestre 2014 (+0,7 % chacune, après

respectivement +0,1 % et +0,5 %) tandis que l'activité progresse faiblement en France (+0,1 % après +0,3 %) et reste atone en Italie (0,0 % après -0,1 %). Sur un an, l'Espagne bénéficie d'une croissance de 2,0 % (après +1,6 % au trimestre précédent), et l'Allemagne d'une croissance de 1,5 % (après 1,2 %). L'activité en France croît légèrement de 0,2 % sur un an (après +0,4 %), alors qu'elle reste déprimée en Italie (-0,5 %, comme au trimestre précédent). Au Royaume-Uni, l'activité reste dynamique (+0,5 % après +0,7 % au trimestre précédent), et progresse de 2,7 % sur un an (après 2,5 % au trimestre précédent).

Le taux de chômage au sens du BIT dans la zone euro s'établit à 11,4 % de la population active au

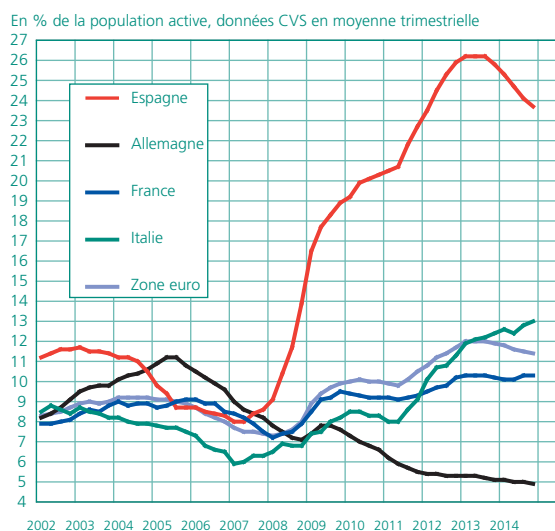


Source : Insee, enquête Emploi.



Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro



Pour la France, les données couvrent la France métropolitaine et les Dom.
Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

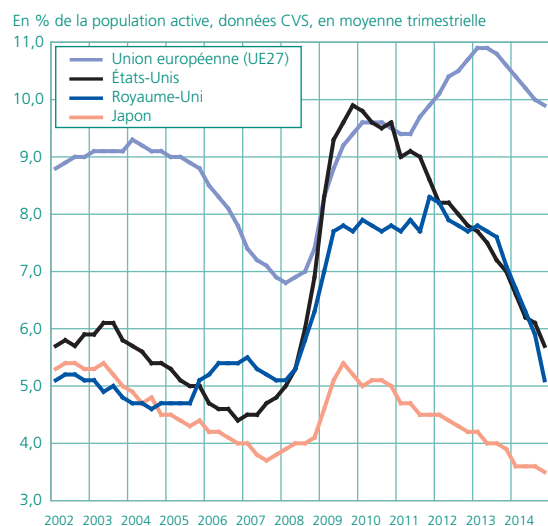
4^e trimestre 2014 (après 11,5 %), d'après les estimations d'Eurostat (graphique 12 ; [9]). Il recule ainsi de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, et de 0,5 point sur un an. Le chômage en Allemagne décroît légèrement pour atteindre 4,9 % de la population active, soit une baisse de 0,1 point sur un trimestre et de 0,2 point sur un an. En Espagne, le repli du chômage entamé fin 2013 se poursuit : avec une baisse de 0,4 point sur ce trimestre (-2,1 points sur un an), il s'établit à 23,7 % de la population active. À l'inverse, l'Italie voit son taux de chômage augmenter de 0,2 point, à 13,0 %. Au Royaume-Uni, le taux de chômage s'établit à 5,1 % au 4^e trimestre, en baisse de 0,8 point par rapport au trimestre précédent. L'Insee estime pour la France entière une augmentation du chômage au sens du BIT de 0,1 point sur le trimestre et 0,4 point sur un an, à 10,4 %.

Pour en savoir plus

- [1] Insee (2015), « Le pouvoir d'achat des ménages baisse au quatrième trimestre 2014 (-0,2 %) mais progresse sur l'ensemble de l'année (+1,1%) », *Informations Rapides* n° 72, mars.
- [2] Insee, Dares (2015), « Quasi-stabilité de l'emploi marchand au quatrième trimestre 2014 », *Informations Rapides* n° 31, février.
- [3] Lebrault G. (2015), « L'emploi intérimaire en hausse au 4^e trimestre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 024, mars.
- [4] Pignier J. (2015), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4^e trimestre 2014 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs* n° 022, mars.
- [5] Croguennec Y. (2015), « Les tensions sur le marché du travail au 4^e trimestre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 018, mars.
- [6] Insee (2015), « Le taux de chômage augmente de 0,1 point au quatrième trimestre 2014 », *Informations Rapides* n° 52, mars.
- [7] Dares, Pôle emploi (2015), « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en février 2015 », *Dares Indicateurs* n° 023, mars.
- [8] Eurostat (2015), « Le PIB de la zone euro en hausse de 0,3 % et celui de l'UE28 en hausse de 0,4 % », *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n°42.
- [9] Eurostat (2015), « Le taux de chômage à 11,4 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n° 1, janvier.
- [10] Dares (2014), « Emploi, chômage, population active en 2013 », *Dares Analyses* n° 052, juillet.
- [11] Insee (2014), « Chômage au sens du BIT - résultats de l'enquête Emploi 2013 : différences d'évolutions avec les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi », *Communiqué de presse* du 6 mars 2014, fiche 1.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.
www.travail-emploi.gouv.fr (Rubrique Études, Recherches, Statistiques de la Dares)
Directrice de la publication : Françoise Bouygard.
Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Marie Avenel, Thomas Cayet, Evelyn Ferreira - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.
Conception graphique et impression : ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.
Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr
Abonnement aux avis de parution de la Dares
(<http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de-76/avis-de-parution-2063/bulletin-2064/abonnement-13777.html>)
Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

Aux États-Unis, l'activité ralentit au 4^e trimestre 2014 (+0,5 % après 1,2 % au trimestre précédent), soit une croissance de 2,4 % sur un an. Le taux de chômage revient en-dessous de 6 % pour la première fois depuis 2008. Il se replie de 0,4 point sur le trimestre et 1,3 point sur un an (graphique 13). Enfin, l'activité au Japon progresse de 0,4 point sur un trimestre, mais diminue de 0,7 point en rythme annuel. Le taux de chômage recule de 0,1 point au 4^e trimestre, à 3,5 % de la population active. Sur un an, il est en baisse de 0,4 point.



Source : Eurostat, OCDE.

DARES*

* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Thierry ZILLOTTO et Adèle GOUTTES et composée de Philippe BOURIEAU, Yannick CROGUENNEC, Justine DURAND, Adèle GOUTTES, Guillaume LEBRAULT, Benoit ROUMIER et Thierry ZILLOTTO.